

CIBLE

AGIR

Quand les dirigeants politiques d'un pays s'affolent, ce sont toujours les plus faibles qui sont les premiers frappés. Or c'est bien une peur panique qui a saisi nombre de députés de la majorité et certains ministres, qui veulent encore durcir les lois sur les étrangers : mise en fiches de ceux qui les hébergent, renouvellement plus difficile de la carte de résident, nouvelles limites au droit d'asile...

Ces mesures xénophobes sont indignes et folles parce qu'elles déstabiliseront les immigrés les mieux intégrés, parce qu'elles créeront de nouveaux irréguliers - sans résoudre le problème du travail clandestin, sans faire reculer d'un pouce le Front national. Tel est déjà l'effet reconnu (y compris à droite) des lois Pasqua. Et ce sont ces effets négatifs et pervers que l'on veut développer !

Face à ce délire, il faut faire entendre la voix de la raison. Contre cette politique déshonorante et suicidaire, il faut organiser un vaste mouvement de protestation. La Nouvelle Action royaliste souhaite que la Ligue des Droits de l'Homme en prenne l'initiative, et que se rassemblent à nouveau tous ceux qui luttent contre le racisme et la xénophobie.

ÉTRANGERS

Honteuse phobie



Juppé

**Amer
bilan**

p. 4

Entretien

**Le roi, mythes
et symboles**

p. 6/7

A Jacques Julliard

Monsieur,

Dans votre dernier livre, je trouve ces lignes : « Pour Royaliste, Bertrand Renouvin se déclare, comme le triste Mélenchon au PS, "soulagé" (par le retrait de Jacques Delors). On le sait intelligent, Renouvin. Mais gâté par des années de faveurs mitterrandiennes, il n'a cessé de soutenir le Président de façon mystique, balançant entre un maurassisme de gauche et un chevènementisme de droite. La France est ainsi faite de moignons atrophiés de traditions révolues ».

Mensonges. Et mauvaise foi. Vous nous lisez depuis trop longtemps pour ignorer que notre soutien à François Mitterrand a toujours été nettement délimité, qu'il aurait immédiatement cessé si le chef de l'État avait décidé la réduction du mandat présidentiel, et que nous avons toujours combattu ses choix économiques - cette « rigueur » que vous avez quant à vous défendue.

Comment osez-vous nous décrire comme des « mystiques » ? Jamais nous

n'aurions pu dire qu'un discours de François Mitterrand nous *enchanta*, verbe que vous employez pour glorifier Jacques Delors. Comment osez-vous évoquer les faveurs qui nous auraient gâtés ? Il serait facile de citer la liste des favoris qui sont restés vos amis... Qu'auriez-vous dit si nous avions dénoncé la « faveur » dont le *Nouvel Observateur* bénéficiait quand Michel Rocard était Premier ministre ? A juste titre, vous auriez crié à la diffamation. Alors faites-nous grâce de vos indignations factices.

Vos jugements d'ensemble reposent quant à eux sur des procédés minables. Flatter (« on le sait intelligent ») avant de frapper est dans la manière des lâches. Caricaturer une ligne politique pour mieux s'en moquer est d'autant plus indigne que vous avez invité Bertrand Renouvin à parler de Maurras lors du colloque consacré au centenaire de l'Affaire Dreyfus. Sachant exactement à quoi vous en tenir sur son prétendu « maurrassisme », vous avez pris le parti de tromper délibé-

rément vos lecteurs. Qu'ils le sachent.

Je n'oublie pas votre dernière phrase, qui se voudrait assassine. Elle est seulement rageuse, et pauvre de style.

Tout cela prêterait à sourire s'il n'y avait les douze lignes des pages 308 et 309. Douze lignes sales. Une fiche de basse police. Il s'agit d'un déjeuner au cours duquel Roger Fauroux vous a dit son refus de nommer à l'Inspection générale de l'Industrie, malgré l'insistance de François Mitterrand, « une dame » qui avait « pour principal titre d'être la compagne d'un des dirigeants » du royalisme de gauche.

En publiant ce ragot, vous vous êtes senti doublement à l'abri. Parce que les personnes visées et salies par ce genre d'attaque choisissent souvent de se taire. Parce que cette allusion transparente, mais sans noms indiqués, vous évite un procès en diffamation. Je tiens quant à moi à souligner vos lâchetés et vos allégations calomnieuses en précisant ceci :

1° C'est à l'égard de Michel Rocard, alors Premier minis-

tre, que M. Fauroux a fait preuve d'une indiscipline dont il a tort de se vanter.

2° Le souhait du Président et la volonté de Matignon ont déclenché une campagne de rumeurs dont vous donnez une fausse idée : dans certains milieux de gauche, on m'a successivement présenté comme l'« amie » du président de la République (que j'ai toujours rencontré en public !) puis d'un secrétaire d'État que je ne connaissais même pas ! Ceci afin d'effacer mes activités politiques (par exemple à Épinal, avec l'équipe municipale d'Union de la gauche) et mes responsabilités royalistes comme membre du Comité directeur de la NAR.

3° Votre complice Fauroux m'attribue des propos que je n'ai pas tenus. A sa venie, il ajoute un mensonge éhonté. Dites-lui que je le méprise.

4° En colportant ces immondices, vous oubliez que j'ai une famille et des enfants en état de comprendre les allusions perfides... Je croyais que ce genre de saloperie était la spécialité des brûlots anonymes qu'on reçoit en période électorale - pas celle d'un représentant de l'intelligentsia de gauche, qui défend d'ordinaire la dignité féminine. Comme femme, j'étais considérée comme le maillon faible de cette affaire : celle qu'on peut menacer et salir sans craindre la réplique. Ignoble...

J'attends, nous attendons tous, une lettre d'excuse que nous publierons ici même.

Régine JUDICIS

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
B-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : A Jacques Julliard - p.3 : Mort du droit d'asile - p.4 : L'homme à l'amer bilan - Une remontée aléatoire - p.5 : Zlouganov-Buchanan - p.6/7 : Le roi mythes et symboles - p.8 : Un florilège pour épitaphe - Albert et François - p.9 : Qui fut Saint Louis ? - p.10 : Atlantide - Gabriel Matzneff, écrivain - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Bientôt l'explosion.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: (1) 42.97.42.57
Télécopie: (1) 42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Mort du droit d'asile

Alors que se profile un projet de loi insensé sur l'immigration (contre lequel la NAR appelle à une riposte vigoureuse), la publication du chiffre des statuts de réfugié accordés en 1995 montre que le principe même du droit d'asile politique est remis en cause par un gouvernement dont la frénésie xénophobe ne connaît plus de borne.

Avec 2 825 cartes délivrées pour environ 25 000 demandes, le nombre de réfugiés accueillis en France atteint son plus bas niveau depuis 1981. A l'époque, les frontières verrouillées par les blocs empêchaient les hommes de se mouvoir. Aujourd'hui, c'est la France, et à sa suite l'Europe unie, qui non seulement refuse d'accueillir les demandeurs d'asile, mais s'arrange pour ne pas enregistrer leur demande. En réponse aux paniques diffusées par l'extrême-droite, il s'agit de tarir tout apport d'étrangers parmi nous.

Les contestations de chiffres n'y font rien, et ce n'est pas le rectificatif de l'OFPPA qui rendra crédible qu'un calcul fondé sur les onze premiers mois donne 11,56 % de dossiers acceptés, et remonte miraculeusement à 16,23 % après comptabilisation des chiffres du mois de décembre ! D'où ces messieurs tirent-ils une telle différence, sinon de la mauvaise conscience qui les taraude ? En vérité, il vaudrait mieux supprimer leurs procédures et avouer que chez nous, depuis que la fièvre obsidionale nous a saisis, le droit d'asile n'existe plus.

En effet, la brutalité avec laquelle tout est fait pour restreindre les demandes atteint d'abord les populations les plus éprouvées. La plupart des

cas d'urgence classiques sont policièrement traités par refoulement à la frontière ou refus de débarquer opposé à ceux qui ont quitté leur sol natal pour sauver leur peau. Les fonctionnaires y mettent tant de vigueur que le ministère de l'Intérieur a été plusieurs fois condamné pour « voie de fait ».



♦ Le droit d'asile vu par Plantu dans Le petit raciste illustré (Ed. Seuil).

D'autre part, le détail des cartes délivrées révèle qu'un tiers d'entre elles le sont aux enfants de réfugiés indochinois qui disposent à leur majorité d'un droit automatique au statut. Cela laisse aux commissions moins de 2 000 cartes réelles à partager. D'Algérie si proche, sur 2 208 candidats, 16 ont été admis à bénéficier de notre protection en 1995 sous prétexte que l'insécurité ne découle pas là-bas d'une persécution par les autorités du pays. Kurdes, Somaliens,

Libériens sont de même plus ou moins arbitrairement déboutés, ou renvoyés à un curieux statut, dit « d'asile territorial », qui ne présente ni garantie de durée ni droit au travail. Le Monde relève avec justesse que « jamais les réfugiés des années 60 n'auraient obtenu le statut de réfugié dans ces conditions ». On peut y ajouter les milliers de rescapés de la chute de Saïgon en 1975, les Polonais, Hongrois, Tchèques et Russes de toutes les révolutions et séismes de l'histoire qui trouveraient chez nous un asile temporaire ou une seconde patrie.

Quand il n'est pas ouvertement xénophobe, ce malthusianisme résulte de la conviction qu'il faut, derrière chaque demandeur d'asile, détecter l'immigré économique. Après avoir prêté la main ou complaisamment ignoré la traite des travailleurs étrangers si utile à la confection et au bâtiment, notre administration a maintenant consigne de tirer un rideau de fer autour du pays. Ces manoeuvres de dissuasion et de refus, faute de se heurter à une protestation de l'opposition, devrait au moins recevoir les démentis des gens pour qui la France idéale n'est pas un bunker. Cette politique est une erreur, et une faute.

Une erreur d'abandonner tout critère de discernement actif dans l'admission des étrangers sur notre sol. Nous

rejetons aujourd'hui parmi les pauvres gens les élites souffrantes du monde, nous refusons d'accueillir pour leur formation ou la nôtre des universitaires et des savants. Avons-nous trop de forces vives ? Sommes-nous si compétents que nous puissions éliminer des aides utiles au développement de nos échanges ? Dieu fasse que nous ne pleurions pas un jour ces exclusions !

Une faute au regard de notre tradition la plus ancienne. D'abord parce que accorder asile au persécuté est un commandement, auquel notre évangile commun nous ordonne de satisfaire. Tel que nous aurons rejeté à la mer ou au carcan, pourrait bien nous traiter de même en quelque lieu de ce monde ou de l'autre. Et si ce commandement paraît à quelques-uns hors de saison, revenons à l'utilitaire.

Toute la stratégie française à l'égard du monde, celle même qui assure notre force et accroît notre rayonnement, est fondée sur la capacité d'ouverture de notre pays, à sa promptitude à comprendre et assimiler ce qui est utile venu d'ailleurs. Ouverture pratiquée avec discernement et selon des critères personnels à la France. Car il y a, au-delà du principe d'accueil, une politique du droit d'asile que l'on semble avoir totalement oubliée. Elle est faite de nos affinités, et résulte de calculs intelligents qui ne sont pas pour autant médiocres. L'amitié avec des nations auxquelles nous lie un attachement historique et spirituel. La collaboration artistique et intellectuelle. L'alliance diplomatique et guerrière. Tout joue pour rendre nos frontières d'une perméabilité sensible, non seulement à la détresse universelle dont nous avons notre part à porter, n'en déplaise à la gauche bourgeoise, mais aussi au talent persécuté et au courage.

Avis aux patriotes qui prétendent sauver la nation en l'enfermant.

Luc de GOUSTINE

L'homme à l'amer bilan

Non seulement le Premier ministre a pris la mauvaise route, mais il ne sait pas garder un cap. Le naufrage est inévitable.

On n'y voit goutte. On n'y comprend rien. En termes polis, cela s'appelle le « manque de lisibilité » de la politique gouvernementale. A l'exception des distraits et des courtisans, les responsables de la majorité s'inquiètent de la cacophonie, et des cafouillages qui se multiplient. Pour avoir clairement exprimé le malaise de la droite, le rapporteur général du budget, Philippe Auberger, a été chassé par Alain Juppé du poste qu'il occupait au RPR : signe parmi d'autres de la dérive autoritaire d'un Premier ministre qui est confronté à son échec.

Un échec cinglant qui se résume en trois points :

1° Manque d'autorité du Premier ministre sur son gouvernement. Le dernier exemple en date est celui du plan d'aide à l'industrie textile, qui devait obéir à la règle du donnant-donnant : de l'argent public en échange de contrats sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Ce qu'Alain Juppé avait annoncé et exigé, le ministre de l'Industrie l'a rapidement dénoncé : la question du temps de travail n'est plus un préalable et, une fois de plus, on va donner de l'argent au patronat sans contreparties ni garanties.

2° Manque de technicité. Les dispositions sur l'épargne qui visent (du moins théoriquement) à la relance de la consommation ont provoqué un énorme désordre dans l'attribution des prêts bancaires et dans la gestion des comptes d'épargne. PEP, PEL, dégrèvement, bonus, plus personne ne sait exactement où l'on en est, faute de directives claires. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres : la plupart des décisions gouvernementales, dans le domaine économique et social, sont préparées et appliquées en dépit du bon sens. Trop de technocratie tue la technocratie.

3° Manque d'efficacité. L'amateurisme gouvernemental se traduit déjà par de noirs bilans. Malgré les milliards alloués au patronat pour la défense de l'emploi, le nombre des chômeurs est en progression constante (+ 0,3 % en janvier) et la baisse de l'activité va se poursuivre faute d'une relance de la consommation. On constate en effet que la baisse du taux sur le livret A n'a entraîné qu'un vaste transfert d'épargne (24 milliards en février) sur d'autres « produits financiers » : un nouveau coup pour rien ! C'est ainsi que, de plans de relance en saupoudrages, de promesses en démentis, la France est en train de basculer dans la déflation.

Heureusement, il y a Monsieur Trichet qui, le 8 mars, a baissé de 0,10 % les deux principaux taux directeurs de la Banque de France. Bravo Monsieur Trichet ! Voilà une baisse qui, comme les précédentes, va nous sauver du désastre en cours. Déjà je respire mieux. Et vous ?

Sylvie FERNOY

Une remontée aléatoire

A bas bruit, le parti de Lionel Jospin tire avantage de l'impopularité définitive du gouvernement. Mais gare aux victoires par rejet...

Les élections législatives partielles en font foi : presque toutes gagnées par les socialistes (sept sièges en quelques mois) elles démontrent plus clairement que n'importe quel sondage leur remontée dans l'opinion. Guère souligné par la télévision, ce phénomène est principalement mécanique : un gouvernement qui est au faite de l'impopularité et une majorité qui piétine lourdement ses propres plates-bandes sans savoir où aller ne peuvent manquer de favoriser les progrès de l'opposition.

L'inquiétant, c'est que le Parti socialiste paraît se satisfaire de cette situation. Il assure un service minimum d'opposition, sans faire le moindre éclat, sans prendre le plus petit risque, et son premier secrétaire est beaucoup plus préoccupé par les équilibres internes du parti que par les attentes et les angoisses de son électorat actuel et potentiel.

Certes, en bonne logique, ce cheminement discret et aux moindres frais conduit la gauche vers une nette victoire en 1998. Mais le pays est au bord d'une nouvelle explosion sociale, et vit dans l'attente de celle-ci. Or rien ne dit qu'une nouvelle révolte sera aussi pacifique que celle de décembre dernier. Trop de colères trop longtemps refoulées, trop de violence latente dans la société, et la mémoire toute fraîche d'un grand mouvement avorté... Si une telle révolte éclate, et elle devrait

éclater, si un processus violent se développe, et beaucoup seront tentés de l'enclencher, le Parti socialiste ne sera pas seulement débordé comme en décembre 1995, mais plus ou moins complètement déstabilisé.

Pour faire face à ce risque, pour offrir un débouché politique et démocratique à la révolte possible, il faudrait que les socialistes fassent entendre dès maintenant des critiques fondamentales et présentent un ensemble cohérent de propositions fortes. La rue de Solferino fait valoir à juste titre que les dirigeants et les militants se sont donnés le temps de la réflexion. C'est vrai, et c'est un progrès par rapport à l'enfermement gestionnaire de ces dernières années. Mais il y a encore un large fossé entre les motions chèvre-chou sur le traité de Maastricht ou la « fédération des États-nations » (1) et la définition d'une politique économique capable de briser la logique néo-libérale.

Si les socialistes ne se décident pas à redevenir pleinement socialistes, ils n'obtiendront au mieux qu'une victoire par défaut et se retrouveront rapidement dans la même situation que l'actuel gouvernement. Alors, faute de recours démocratique, le pire deviendra certain.

Annette DELRANCK

(1) cf. l'éditorial de notre précédent numéro (Royaliste n° 660).

Ziouganov-Buchanan

Et si jamais le dirigeant communiste était élu en juin à Moscou et Pat Buchanan choisi en août à San Diego comme candidat républicain à la Maison Blanche ?

En mai dernier, on se prenait à penser à l'ultra-nationaliste Jirinovski face à une nouvelle droite américaine conduite par Newt Gingrich (1). En septembre, deux généraux, Colin Powell et Alexander Lebed, étaient portés au pinacle pour disparaître trois mois plus tard (2). Aujourd'hui, le monde dit civilisé se fait peur avec les communistes de Guennadi Ziouganov au Kremlin et une déferlante conservatrice sur la Maison Blanche avec Pat Buchanan comme porte-parole.

Pourtant la base électorale des uns et des autres ne dépasse pas les 25 %. Si Ziouganov a les plus grandes chances de l'emporter et si, finalement, ni Buchanan ni Erbakan n'accèdent cette fois au pouvoir, la raison en est dans la solidité du système démocratique occidental. Solidité qui tient notamment au fait que - à l'inverse de la Douma - le Parlement possède des pouvoirs importants, avec un statut pour l'opposition, et également parce que le corps politique « traditionnel » fait finalement, après quelques péripéties, front commun contre « l'extrémisme ». Or en Russie la tradition politique joue en faveur du parti communiste.

En Russie, au plan économique aussi, ce sont les réformes qui vont à contre-courant du système alors qu'en Occident le libéralisme incarne l'idéologie dominante taxant ses opposants de « réactionnaires ». La Russie entre en libéralisme au moment où le

reste du monde s'interroge sur ses limites. L'Occident commence à douter des recettes qui sont imposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire à la fois aux pays ex-socialistes et au continent africain. Si pourtant les marchés de ces pays ne sont pas déréglementés, ouverts à la concurrence, les tenants du libre-échange ne pourront pas justifier par des gains à l'exportation les théories qu'ils prônent face à leurs opinions publiques.

Si donc un Ziouganov ralentit le processus de déréglementation, de privatisations en Russie, amorçant un mouvement général de recul parmi toutes les économies publiques, la politique commerciale dont le président Clinton s'est fait le champion, avec l'appui de l'establishment républicain au Congrès, sera en difficulté et un Buchanan sera d'autant apprécié par l'Amérique isolationniste et protectionniste.

C'est le débat qui a dominé cette année le fameux forum économique de Davos dont le thème était « soutenir la mondialisation » avec précisément comme invité surprise Guennadi Ziouganov. Certaines économies « émergentes » d'Europe centrale ou du Maghreb étaient bien les seules à afficher leur optimisme à l'égard de leur volonté d'intégrer le « club ». L'Europe de Bruxelles, l'Amérique de Buchanan et la Russie de Ziouganov ne donnaient pas vraiment envie. Le leitmotiv des organisateurs était de « prendre au sérieux la réaction hostile à la mondialisation », ce qui expliquerait

l'invitation au secrétaire général du parti communiste russe. « Attention, commerçants, nous avons tous nos Ziouganov » en concluait le très libéral *New York Times*. Il est erroné de dire que la mondialisation est un phénomène irréversible comme on semble l'admettre trop facilement en occident. Ce n'est pas une fatalité que l'on subit. La mondialisation est d'abord la guerre économique étendue jusqu'aux extrémités du globe, guerre où l'on peut très bien perdre. Le propos des organisateurs du forum était donc bien de préparer une stratégie apte à faire gagner la mondialisation parce que désormais ceci n'irait plus de soi.

La mondialisation ne peut gagner que si les nouveaux équilibres qu'elle engendre sont considérés comme légitimes. Sans parler de la stratégie des entreprises et des problèmes sociaux qui en résultent, il faut bien voir que les relations entre États sont susceptibles d'être ainsi brutalement remises en cause. Politiquement, ceci n'est pas concevable en dehors d'un accord négocié sinon ce serait le risque de conflit armé. Équilibres sociaux et équilibres internationaux sont solidaires. La démocratie économique obéit aux mêmes règles que la démocratie politique. Le perdant n'admettra d'avoir perdu que si les règles du jeu qui ont son accord ont été respectées et que l'alternance reste possible. Ziouganov et Buchanan auront rendu service respectivement à leur pays et à leur parti s'ils ont fait progresser cette prise de conscience. A l'Europe d'en faire autant.

Yves LA MARCK

(1) *Royaliste* n° 644 - 29 mai 1995 « Entre Newt et Jiri ».
(2) *Royaliste* n° 649 - 2 octobre 1995 « Entre Powell et Lebed ».

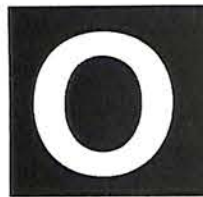
♦ **AUTRICHE** : L'Archiduchesse Francesca von Habsbourg, fille du collectionneur d'art le baron Heinrich von Thyssen et mariée au fils aîné de la Maison impériale d'Autriche a reçu un prix pour son action au sein de la Fondation ARCH, créée pour porter secours au patrimoine historique et religieux des pays de l'Est qui sortaient de plusieurs décennies de dictature communiste. Après avoir sauvé de nombreux manuscrits islamiques de Saint-Petersbourg, Francesca von Habsbourg concentre aujourd'hui ses efforts sur les trésors des églises de Croatie.

♦ **MAROC** : Le 3 mars, le roi Hassan II du Maroc a célébré le trente-cinquième anniversaire de son accession au trône, marqué, comme chaque année par la traditionnelle cérémonie d'allégeance. Le souverain alaouite a annoncé pour le second semestre de l'année une vaste réforme constitutionnelle modifiant le système parlementaire. Il envisage de faire adopter un système à deux chambres qui permettrait au peuple marocain de « participer plus activement » à la vie publique. Le roi a profité de l'occasion pour indiquer qu'il était entièrement guéri de son affection respiratoire aiguë qui l'avait empêché d'accomplir en France sa visite d'État à l'automne dernier. C'est donc les 6 et 7 mai que le roi Hassan II sera officiellement reçu à Paris.

♦ **GRECE** : Alors que le diadoque Paul a annoncé que sa femme Marie-Chantal attendait son premier enfant pour le printemps, le Tribunal Suprême de Grèce - par vingt-cinq voix contre quinze -, a jugé anticonstitutionnelle la loi destinée à priver le roi de ses propriétés sur le sol grec. Cette loi avait été adoptée par le Parlement à majorité socialiste il y a deux ans. Le Tribunal a estimé qu'en vertu de la Constitution, les propriétés royales doivent être protégées comme celles de tout citoyen. Le Conseil d'État doit encore se prononcer, mais la sentence définitive sera établie par un Tribunal Suprême Spécial prévu par la Constitution.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Après que Ron Davies, un haut responsable du Labour, a déclaré que le prince Charles n'était « pas capable d'être roi » et a dû retirer ses propos et présenter ses excuses au palais à la demande expresse de Tony Blair, des députés travaillistes ont critiqué le train de vie de la famille royale et réclamé l'ouverture d'un débat sur l'avenir des institutions. Certains se sont laissés aller à des propos très durs à l'égard de la monarchie, appelant de leurs vœux un référendum sur la question pour parvenir à un système « allégé ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : L'IRA préparait un attentat contre la reine Élisabeth et la police et l'armée ont mis en place une opération d'envergure pour protéger la famille royale à la suite de la découverte de documents et de plans de bataille au domicile d'Edward O'Brien, le membre de l'IRA tué dans l'explosion de la bombe le 18 février à Londres.



orientaliste, spécialiste de l'histoire comparée des religions, le professeur

Jean-Paul Roux a consacré de nombreux ouvrages aux Turcs et aux Mongols. Élargissant le champ de sa réflexion, il a consacré un ouvrage à Jésus avant d'étudier la figure universelle du Roi, telle qu'elle se présente dans les mythes et dans l'histoire, à toutes les époques et sur tous les continents. Cette recherche novatrice représente à tous égards un enrichissement.

Jean-Paul Roux

Le Roi, mythes et symboles

■ **Royaliste : Pourquoi ce livre ?**

Jean-Paul Roux : Je m'occupe de l'Asie centrale, mais je cherche à élargir mon horizon et, d'autre part, je pense garder une grande fidélité à mes idées de jeunesse : c'est pourquoi j'ai publié un livre sur Jésus, et maintenant cet ouvrage sur le roi. Il vient d'ailleurs combler un vide car, depuis Frazer, rien n'avait été publié sur la thématique royale. Or Frazer, qui a écrit *Le Rameau d'or* avant la guerre de 1914, se montrait excessivement désagréable pour les souverains européens - surtout britanniques - et il s'intéressait essentiellement aux peuples qu'on appelle à tort « primitifs ». Compte tenu des découvertes faites depuis la publication du *Rameau d'or*, j'ai pensé qu'il n'était pas inutile de reprendre l'ensemble de la question.

■ **Royaliste : Peut-on dire que toutes les sociétés envisagent la royauté de la même manière ?**

Jean-Paul Roux : Non. La plupart des peuples non-chrétiens ont considéré que le roi était une divinité, ou un fils de Dieu, ou un envoyé de Dieu. Dans une civilisation chrétienne, il n'est pas possible de concevoir le roi comme Dieu ou fils de Dieu puisque le seul fils de Dieu c'est Jésus-Christ. Il y a donc une distinction majeure entre les rois païens et les rois chrétiens, qui se retrouve dans mon livre.

Cela dit, je n'ai pas fait un catalogue de tous les peuples : il eût été enfantin de chercher à être exhaustif. Mais j'ai voulu que toutes les grandes civilisations soient représentées, que ce soit la Chine, le Japon, la Mésopotamie, les Juifs de l'Ancien Testament, l'Amérique pré-colombienne, l'Afrique noire, les Hittites, les Grecs, les Romains.

■ **Royaliste : Avez-vous fait des découvertes ?**

Jean-Paul Roux : On ne reconnaît pas toujours les vérités que nous avons déjà dans l'esprit. Ma première surprise a été de constater que toutes les sociétés - à deux ou trois exceptions près - ont été monarchiques. Et pas seulement sur une courte période : elles ont fondé leur existence même sur la monarchie.

■ **Royaliste : La monarchie, ce n'est pas nécessairement le roi...**

Jean-Paul Roux : Il y a en effet une ambiguïté. On peut se demander si, en Afrique noire, un chef de tribu est un roi : dans sa structure, une chefferie d'Afrique est identique à la royauté telle qu'elle a existé en Amérique du Sud. Quant à l'empereur, je pense qu'on peut l'appeler roi dès lors qu'il se situe dans le cadre d'une monarchie héréditaire. D'ailleurs, nous appelions Empereur le « Roi des rois » en Iran ; et Négus, le « Roi des rois » en Éthiopie. Nous devons donc nous méfier de notre terminologie.

■ **Royaliste : Vous évoquez des exceptions à la généralité du pouvoir royal ?**

Jean-Paul Roux : La première est le Tibet : le pays a eu longtemps des rois, puis il a éclaté et un régime de type féodal s'est constitué, avec une multiplicité de petits seigneurs. La Grèce et Rome constituent les deux principales exceptions. Il faut cependant faire attention : ce que nous appelons la démocratie grecque n'est pas une véritable démocratie. Platon dit qu'il y avait dix mille citoyens - les autres habitants n'ayant pas de droits civiques. N'oublions pas non plus que la civilisation grecque était fondée sur l'idée royale : les grands tragiques grecs mettent en scène des familles royales, et Homère nous raconte des histoires de rois. A Rome, il est vrai que la République a duré pendant cinq siècles, mais ce régime était très éloigné de l'idée républicaine telle que nous la concevons aujourd'hui. N'oublions pas non plus que la démocratie grecque et la République romaine se sont toutes deux terminées par des restaurations monarchiques, avec Philippe de Macédoine dans un cas, avec la fondation de l'empire dans l'autre.

■ **Royaliste : Quels éléments vous permettent-ils de dire que les différentes formes de royauté sont comparables ?**

Jean-Paul Roux : Les formes les plus extrêmes de la

royauté - celles qui font du monarque un dieu - ressemblent par certains côtés à certaines monarchies chrétiennes. Je pense par exemple à l'empereur byzantin et au tsar russe, si fortement glorifiés qu'ils étaient proches de la divinisation. Mais, comme je l'ai dit, le christianisme interdisait la confusion entre le roi et Dieu.

D'une manière générale, le roi est regardé comme un homme, avec ses qualités et ses défauts. Bien sûr, on aurait aimé que le roi fût sans aucun défaut, puisqu'il incarnait le pays tout entier, le peuple lui-même. Mais on savait que ce n'était pas possible... D'autre part, le roi est regardé comme un homme placé au centre de l'univers. Bien sûr, on savait qu'il y avait d'autres États et d'autres rois, mais on

les situait à la périphérie du monde. Pour chaque peuple, le roi est considéré comme unique ; il est placé au centre de la nation et il se confond avec l'axe du monde. C'est lui qui apporte tous les bienfaits venus du Ciel, c'est vers lui que convergent toutes les actions des hommes qui sont exaltées par sa présence.

■ **Royaliste : Dans les sociétés non-chrétiennes, quels sont les relations entre les rois et la divinité ?**

Jean-Paul Roux : Les mythes qui expliquent comment le roi est lié à la divinité sont innombrables. Bien entendu, notre mentalité moderne a du mal à admettre que le roi descende d'un loup ou d'une panthère ! Mais

l'ethnologie a fait sur ce point de très grosses erreurs. Il y a quelques années, en Asie, j'ai eu l'occasion de parler avec un garçon très intelligent, qui paraissait croire dur comme fer que son chef de tribu descendait d'un animal qui s'était uni sexuellement avec une mortelle. Comme je tentai de le pousser dans ses retranchements, il finit par me dire que lui et les gens de sa tribu ne croyait pas à la réalité de cette union physique, mais à une image qui leur permettait de situer leur origine au-delà de la simple humanité : ce que nous appelons quant à nous la transcendance. Dans les sociétés non-chrétiennes, tous les peuples, à commencer par les Grecs, ont cette distance et cette intelligence de leurs mythes.

C'est de cette manière, plus subtile qu'on ne l'a cru, que les souverains ont cherché à se rattacher à la divinité, en étant dieu venu sur terre, fils de dieu, envoyé par dieu, ou en se disant, comme les musulmans, « l'ombre de Dieu sur la terre ». Il faut retenir de toutes ces tentatives une vérité qui va peut-être vous choquer : sans sacré, il ne peut y avoir de royauté. Même dans une société complètement athée, je crois que le pouvoir royal demeurerait d'une manière ou d'une autre sacrilisé.

■ **Royaliste : Le roi sacré est-il toujours un roi thaumaturge ?**

Jean-Paul Roux : Oui, et c'est une autre surprise. Dans toutes les civilisations, il y a sous une forme ou sous une autre une thaumaturgie royale. Celle-ci ne prend pas toujours la forme d'une guérison : le roi est aussi celui qui rétablit l'ordre - à commencer par l'ordre dans la nature. Quand il y a une sécheresse, il faut que le roi fasse cesser la sécheresse.

■ **Royaliste : Envisagez-vous la question de la révolution ?**

Jean-Paul Roux : Non sans mal, car depuis l'enfance la mort de Louis XVI n'a cessé de m'émouvoir. J'ai donc été surpris de lire, sous la plume d'un spécialiste, que la Chine est le seul pays au monde où le droit à la révolution est sacré. Examinant à mon tour cette question, je me suis aperçu que dans beaucoup d'autres sociétés, notamment en Inde, le droit à la révolution était inscrit profondément dans les consciences.

Pour bien comprendre ce point, il faut revenir aux Chinois, qui sont très logiques : le roi est le Fils du Ciel, il reçoit sa vie et sa puissance de dieu, et c'est parce qu'il vient du ciel que tout se passe bien sur la terre. Car le roi ne peut gouverner que pour le bien et le bonheur du peuple. Si le roi gouverne mal, s'il devient un tyran, le peuple a le droit de se révolter contre lui car c'est un tyran, un homme qui a perdu le mandat du ciel, qui n'est plus en accord du ciel. Pour les Chinois, le roi règne par la grâce de dieu, mais aussi par la volonté du peuple. Vous voyez donc que les conceptions chinoise et européenne sont très proches. C'est ce que disent aussi les peuples nomades d'Asie centrale sur lesquels j'ai beaucoup travaillé : quand les choses vont mal, c'est qu'il y a désaccord entre le ciel et la terre. Le déséquilibre entre les deux zones cosmiques essentielles fait que l'axe du monde ne remplit plus sa fonction.

■ **Royaliste : Le sacré, c'est aussi la dimension sacrificielle...**

Jean-Paul Roux : En effet. Emmanuel Le Roy Ladurie m'a reproché dans *L'Express* d'avoir écrit que Louis XVI avait commis une faute en prenant la route de Varennes. Je persiste dans mon juge-

ment, pour deux raisons. La première, c'est que le roi doit être capable de mourir quand il le faut, ce que Louis XVI a très bien compris par la suite puisqu'il s'est volontairement laissé immoler par le peuple : le roi de France refusait que du sang français soit versé pour lui. Ce qui est vrai pour notre pays vaut pour tous les autres, aussi différents soient-ils : le roi doit être prêt à mourir pour son peuple, et dans certaines sociétés, il devait mourir puisque, au bout d'un certain temps, il était immolé.

Ma deuxième raison, c'est que le peuple français s'imaginait que la France ne pouvait pas vivre sans roi. Ce sentiment se retrouve là encore dans toutes les sociétés. Lorsque les Romains, par exemple, ont aboli la monarchie, ils ont eu tellement peur qu'ils ont laissé subsister un *pontifex maximus*, qui ne servait à rien mais qui était tout de même là. Les Français de 1791 pensaient donc, comme tous les autres peuples, que le roi était indispensable à la marche du monde. Et voici qu'on leur apprend que le roi s'est enfui ! Le choc a été considérable.

■ **Royaliste : Vous examinez aussi les relations entre le roi, les prêtres et la noblesse...**

Jean-Paul Roux : Là encore, nous retrouvons des points communs à toutes les sociétés. Il y a une rivalité entre le roi et la noblesse, car le roi devient indépendant de la noblesse dont il est issu, met à son service cette noblesse qui a toujours tendance à la considérer comme l'un des siens, alors que c'est l'alliance avec le peuple qui est essentielle aux yeux du roi. Il y a aussi rivalité entre le roi, directement lié au divin, et les prêtres qui ont pour fonction de relier le peuple à la divinité. Le conflit est donc inévitable et nous le trouvons dans toutes les sociétés.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Jean-Paul Roux
Le roi, mythes et symboles

prix franco : 150 F



Un florilège pour épitaphe

Il est de mode d'écrire sur les années Mitterrand : récits à but lucratif généralement médiocres. Comme si quelques rappels bien choisis n'étaient pas plus pertinents que tous ces « souvenirs » amnésiques ou réinventés. Gérard Guégan en fait la brillante démonstration.

Pompes et circonstances, les courtisans de naguère se transforment aujourd'hui en mémorialistes acides. Mais n'est pas Saint Simon qui veut ; on n'est jamais que de son siècle. Les nôtres ont fait si longtemps antichambre qu'ils s'autorisent maintenant à vider les latrines. Que voulez-vous ? la vale-taille s'épanouit dans les fonctions qu'elle mérite. Et chacun y va de son petit ou de son grand secret... Tout cela n'est pas très beau, tellement faux-cul. Les vertus tardives sont les plus répugnantes.

Gérard Guégan y va lui aussi de son « bilan des années Mitterrand ». Mais, n'ayez crainte, nous ne sommes pas ici en présence d'un flatteur reconverti procureur. Le titre de l'ouvrage suffit déjà à nous rassurer : « *Les vivants sont ceux qui luttent, la haine de classe au cœur* ». Ca vous exhale un air vif qui ne doit pas souvent souffler sous les lambris dorés des palais nationaux. Quant au contenu ? Une véritable jubilation, même si la gravité n'y manque pas. Car il est quand même bien vrai que ces années Mitterrand n'ont pas franchement senti la rose.

Il ne s'agit pas de mémoires, mais d'un recueil. Ainsi, est-on tout à fait certain que Gérard Guégan ne se livre pas à ces corrections a posteriori qui vous transforment en visionnaire audacieux (rien de plus facile en ces temps oubliés). Non, Gérard Guégan

s'en tient à sa prose du moment : il ne lui est pas nécessaire de mentir pour se refaire un honneur. Et il n'y est pour rien (ou si peu) si cette chronique prend assez vite les couleurs d'un réquisitoire. Pour chaque année, de 1981 à 1995, il a choisi quelques articles « signifiants » (qu'on me pardonne cet abominable adjectif post-moderne !) publiés dans divers journaux, tels *Les Nouvelles Littéraires* (d'avant Benamou-ouh-ouh), *Le Matin* ou *L'Événement du Jeudi*, et quels autres qui ne sont certainement pas de moindre importance. Ces articles sont complétés par des notes explicatives, et illustrés, ô merveille, par des citations des divers « *Verbatim* » du sieur Attali. L'effet est absolument irrésistible. On ne peut s'empêcher de rire, même si au fond il n'y a pas de quoi rire.

Pas de quoi rire ? Pas de quoi rire ? Et pourquoi non, après tout ? Qui a été vraiment dupe, qui ne souhaitait l'être ? Les grands Florentins ne trompent que les petits Florentins. La sincérité ne se laisse pas si facilement abuser, quand elle s'appuie sur de solides raisons et s'applique à de justes causes. C'est la grande et belle leçon du dernier ouvrage de Gérard Guégan.

Patrick PIERRAN

Gérard Guégan - « *Les vivants sont ceux qui luttent, la haine de classe au cœur* », Cahiers des Futurs n° 1, 112 p., prix franco : 75 F.

Albert et François

L'un, rationaliste et athée, est homme de science, l'autre, est un des plus grand saint de l'Église catholique. Qu'ont-ils donc en commun ?

C'est le souci des pauvres qui réunit Albert Jacquard et François d'Assise, par delà les siècles et dans une démarche identique. Après tout, notre savant ami n'avait nul besoin de s'engager pour le droit au logement : en stricte logique néolibérale, son intérêt bien compris était de faire fructifier son capital matériel et symbolique bien tranquillement assis derrière son bureau et dans d'agréables colloques. De même, à la fin du XII^e siècle, le fils de Pietro di Bardone, riche marchand d'Assise, aurait pu continuer à bambocher avec ses copains et à courir les filles, plutôt que de choisir l'extrême dépouillement et le service de ceux qu'on appellerait aujourd'hui des exclus.

Grâce à Dieu, dirait François d'Assise, et parce que la souffrance d'autrui est insupportable, la stricte raison utilitaire, l'égoïste calcul des plaisirs et des peines ne cessent d'être transcendés ou dépassés. Déroute des libéraux ! Ils ont beau affirmer que la justice sociale est introuvable, nous savons bien ce que c'est que l'injustice. Et si nous tentons d'y remédier, ce n'est pas (ou pas seulement) pour y trouver des satisfactions personnelles, puisqu'il y a dans le dévouement l'éventualité du sacrifice de la vie.

C'est le sens de la responsabilité à l'égard d'autrui qui relie l'un des plus grands saints de la chrétienté et un savant qui se proclame rationaliste et athée. De ce même

souci, est né un touchant dialogue par delà les siècles. Comme le *poverello* n'a pas répondu, du moins pas encore, nous ne pouvons être sûr qu'il suive Albert Jacquard dans toutes ses interprétations - notamment celle qui fait de François d'Assise un militant de l'écologie profonde, pour qui l'homme ne serait qu'un élément parmi d'autres de l'univers. Mais sans doute appréciera-t-il l'émerveillement du savant devant le monde sensible, et son humilité devant les découvertes de la science qui, aussi prodigieuses soient-elles, laissent entier le secret de l'origine.

Et Albert se montre bon disciple de François lorsqu'il dénonce l'exploitation du Sud par le Nord et la misère des hommes et des femmes sans toit, et lorsqu'il plaide, en évoquant l'exemple du saint d'Assise, pour le dialogue avec l'Islam.

L'étonnant de ce livre est que l'on passe sans difficulté du *Big Bang* à la rue du Dragon, du XIII^e siècle à la fin du nôtre, des preuves de l'existence de Dieu aux problèmes de la répartition des ressources. L'étonnant ? Il est vrai que nous avons tendance à oublier que l'homme, quelle que soit sa condition, a toujours et en toutes choses le souci de l'essentiel. Il est bon qu'Albert Jacquard vienne nous le rappeler.

Maria DA SILVA

(1) Albert Jacquard - « *Le souci des pauvres* », Calmann-Lévy, 1996, prix franco : 85 F.

Qui fut Saint Louis ?

Le monumental ouvrage de Jacques Le Goff sur Saint Louis présente cette particularité de rendre transparent le travail de l'historien. C'est l'historien même qui met en scène sa propre recherche, comme quelqu'un en quête d'une énigme. L'énigme ici a un nom Saint Louis. Et la question étrange qui se pose à son propos se formule de façon tellement insistante, qu'elle revient à la dernière ligne de conclusion du livre : « *Saint Louis a-t-il existé ?* ». Non, évidemment que l'existence de l'homme soit douteuse. Mais son image, celle que nous livrent ses contemporains, ses hagiographes, correspond à quelque chose qui pourrait paraître tellement exemplaire, « mythique », que l'on peut se demander si le modèle n'a pas absorbé tout entier l'individu, au point de lui ôter toute sa singularité. Louis IX est le roi saint, ou le saint roi et il est les deux alternativement selon que le souci politique domine ou non sur le souci hagiographique. Le Saint Louis qui ressort du travail des moines de l'abbaye de Saint-Denis est celui du roi saint, ce qui est tout à fait conforme au rôle d'une institution créée autour de la nécropole royale pour assurer la mémoire de la dynastie. Celui qui ressort des représentations des ordres mendiants c'est avant tout le saint.

Autant le premier est le « soleil » qui rayonne de tous les insignes de la royauté, autant le second pourrait à force de dimension chrétienne, « *déstabiliser la société chrétienne, en y exaltant la pauvreté, l'humilité et cette paix qui est justice eschatologique. Mais les universitaires mendiants, en trouvant un compromis pour les deux tendances, ont épargné la schizophrénie à Saint Louis et les moines de Saint-Denis ont ancré le roi Mendiant dans la trajectoire du pouvoir royal et du sentiment national* ». Mais ce qu'on appellerait aujourd'hui un travail d'image rend circospect sur le personnage réel. Celui-ci ne serait-il qu'un prétexte ? Et d'ailleurs l'époque se souciait-elle vraiment de lui, de ses traits singuliers, ou encore du misérable « tas de secrets » en quoi se résume le coefficient personnel, fut-ce celui d'un homme qui domina son époque ? Mais à cette question Jacques Le Goff répond précisément qu'il y a un tournant du XII^e au XIII^e siècle où s'affirme l'individu, et où se préfigure le sujet-citoyen du XVIII^e siècle. Aussi bien chez Abélard que chez saint Bernard ou Guillaume de Saint-Thierry se dessine une socratie chrétienne qui comporte la quête du moi, un moi en quête des autres moi.

Ainsi Saint Louis a-t-il bien une consistance personnelle, que l'on peut rechercher à la trace dans les documents les plus officiels qui montrent sa manière propre de gouverner, mais aussi dans des relations plus intimistes qui nous montrent parfois l'ambiguïté de son caractère, nous dévoilant quelques uns de ses défauts (un saint n'en est pas dépourvu) et parfois révèlent une sorte de cri du cœur : « *Il n'y en a pas un qui n'aime autant sa vie que je fais la mienne* ». Ainsi le héros eschatologique avait-il goût pour l'humble royaume de la Terre. Mais il faut préciser qu'au milieu de tant de témoignages « codés », nous avons la chance d'en posséder un qui résulte tout entier de l'expérience d'un compagnonnage exemplaire et d'une

grande amitié, celui de l'incomparable Joinville.

Celui-ci écrit son propre témoignage complété par des témoignages qu'il a recueillis. Même si son récit est relativement tardif, il a toute la fraîcheur visuelle et auditive de celui qui a gravé dans sa mémoire les faits et gestes de celui pour qui il a une admiration totale mais non dépourvue de lucidité. « *Il nous fait rencontrer un « vrai » Saint Louis, que Joinville a connu, et non celui d'un modèle idéal transmis par la culture. Même déformés ou enjolivés, les détails concrets dont se nourrit la mémoire amoureuse du Senechal sont des détails « vrais » [...] Car le Senechal et c'est là sa modernité n'écrit pas pour les autres, n'écrit pas pour la reine défunte ou pour son fils. Il écrit pour lui-même* ». Et c'est un saint très humain qu'il fait revivre, non dépourvu d'humour. « *Quand il voit cela, il se met à rire moult clairement* ». Que le témoin écrive en français et fasse parler Saint Louis en français, ajoute pour nous à la proximité du récit et du personnage.

L'intérêt de Joinville est de nous montrer que ce saint - et il est persuadé de sa sainteté - est un saint laïc et non pas un clerc. Si Saint Louis fut proche des Franciscains et des Dominicains, il faut peut-être se méfier de l'idée qu'il se

serait fait volontiers frère mendiant. Louis est roi pleinement, et même si ses deux croisades marquent son règne d'une orientation particulière, il importe de constater que lors de son absence, il s'est arrangé pour que le royaume soit bien gouverné. Sa réputation à travers la chrétienté n'est pas usurpée, et les critiques qui lui viennent d'ailleurs plaident à leur façon pour sa prééminence. Il y a alors un véritable essor de la civilisation, des villes, de l'économie, des arts, de la théologie où il participe pleinement et où il se trouve dans la continuité de ses prédécesseurs capétiens, de son grand-père Philippe Auguste tant admiré. Comment oublier que ce siècle, « son siècle » est un âge classique, en pleine maturité, celui de nos grandes cathédrales et de la grande université de Paris ? Et il s'y affirme d'abord comme réforma-

teur. « *Le principal instrument de la politique royale va consister en une série d'ordonnances, c'est-à-dire de textes issus de la potestas royale et ayant force de loi. La multiplication de ces actes exprime le progrès du pouvoir monarchique d'autant plus que si certaines ordonnances ont un espace de validité limité aux territoires jouissant d'une situation particulière (la Normandie, les pays de langue d'oc), elles ont de plus en plus tendance à s'appliquer à l'ensemble du royaume* ».

Cette législation impose aux officiers royaux de « rendre justice sans distinction des personnes » et vise à l'indépendance de l'administration. Sans doute, Le Goff discerne aussi de l'archaïque (contre le blasphème, le jeu, la prostitution, les tavernes). Dans les mesures contre les Juifs y a-t-il vraiment une évolution de l'antijudaïsme à l'antisémitisme ? A l'archaïque s'oppose le moderne avec « *la nécessité pour les suspects de délinquance et de crime de passer en jugement régulier et public, et l'affirmation de la présomption d'innocence* ». Jacques Le Goff ne craint pas d'appuyer l'éloge à ce sujet : « *Si le XXI^e siècle s'avère bien, entre autres, comme un siècle d'exigence éthique, il devra puiser dans la longue durée une partie de son inspiration* ». Au terme de son parcours, le médiéviste est obligé de mettre au net ses propres relations avec celui qui l'a tant occupé. A la fois lointain puis proche, Saint Louis l'a fasciné. Politiquement il le décrit plutôt comme « *le roi d'un idéal politique qui est venu mourir au bord d'un autre âge* ». Mais cet âge du roi saint, quel sillage de lumière à travers les siècles...

Jacques Le Goff - « *Saint Louis* », Gallimard, prix franco : 195 F.

Atlantide

Et si Platon avait raison et qu'un jour plongeurs et archéologues arrivent à prouver l'existence de l'Atlantide ? Le moins surpris serait sans doute Georges Bordonove qui a l'habitude d'introduire son dernier roman en le rattachant à l'histoire et à certains indices troublants.

Avec « *Les Survivants de l'Atlantide* » (1) l'historien-romancier nous entraîne, une fois encore, dans une aventure passionnante, émouvante et non dénuée d'une grande leçon de sagesse. Certes il a des prédécesseurs illustres. Du *Timée* de Platon à l'incontournable *Atlantide* de P. Benoit la concurrence est rude, il faut donc une belle imagination et un bien grand talent pour intéresser à nouveau les lecteurs aux malheurs de la ville engloutie.

Pari tenu par un G. Bordonove à l'imagination toujours aussi féconde et originale. Résultat, une histoire captivante dont je ne dévoilerai rien tant il faut entièrement la découvrir, page après page, doucement, comme on déguste une friandise aux multiples saveurs. Sans doute le minutieux pourra-t-il contester le déroulement dans le temps de certains épisodes, difficilement acceptable dès lors que le merveilleux ou le magique n'intervient pas.

Broutilles ! Les lecteurs aimeront Galdar, Hauche et peut-être même la belle et, en définitive, fragile Dora. J'ajoute que cette histoire peut être lue par la jeunesse dès l'âge de 14-15 ans. Un beau cadeau de fête ou d'anniversaire à offrir.

M. FONTAURELLE

Georges Bordonove - « *Les Survivants de l'Atlantide* », Éditions Pygmalion, prix franco : 125 F.

Gabriel Matzneff, écrivain

Où l'on vérifie, au fil de deux cents chroniques publiées en trente années de vie littéraire, que Gabriel Matzneff se situe précisément nulle part.

Même les peuples les plus aventureux ont leurs conformismes, qui est pour eux une manière de se reposer. Ainsi les Français, qui ont coutume de déranger le monde depuis mille ans, aiment bien placer leurs grands écrivains, et parfois leurs hommes politiques, dans des cases soigneusement étiquetées dont ils sont priés de ne pas sortir.

Cette mise en ordre n'est souvent qu'un jeu. Car si les artistes et les politiques s'échappent de leur boîte, les Français sont finalement ravis de l'audace, qui leur permet de reconnaître le talent, la grandeur ou le génie de ceux qu'ils ont plus ou moins longtemps ignorés ou dénoncés pour leurs insolences, leurs ambiguïtés et leurs errements.

Le sens de cette mise à l'épreuve est clair, mais difficile à supporter pour ceux qui sont sur la sellette puisque nul ne sait s'il fait ou non partie du jeu et combien de temps il durera... C'est que nous voulons être sûrs que nos grands écrivains nous ressemblent, afin qu'ils puissent dignement nous représenter tels que nous sommes : amoureux de la liberté, et de l'amour, « super-ficiels par profondeur » comme Nietzsche le disait des Grecs, tragiques et légers, inconstants et fidèles. En somme supérieurement agaçants.

Quant à ces critères, point limitatifs, Gabriel Matzneff est un écrivain de haute et belle tradition. La preuve ? Il est toujours là où on ne l'attend

pas, il publie trop tôt les vérités qui sont bonnes à dire quand elles ont cessé de nuire aux puissants de l'heure, il refuse de répéter avec componction les banalités qui donnent accès aux tribunes où siègent les éminences du bien-paraitre. Non content d'être ainsi dans son quotidien,



Gabriel Matzneff publie un impressionnant recueil de ses opinions déviantes et rappelle ainsi aux maîtres du prêt-à-penser qu'il est depuis trente ans, et restera, un homme libre.

C'est dire qu'il n'y a pas de place pour Gabriel Matzneff dans le monde de Monsieur Trichet, d'Alain Duhamel et de Lionel Jospin. Il est l'incorrection même, à l'époque du « politiquement correct », la dissonance absolue et la dissidence radicale quant à la « pensée unique » dont on sait, voyez Alain Minc, qu'elle

ne pense pas. Notre écrivain se situe donc nulle part, avec une précision qui aggrave son cas. Ce libertin a conduit à la messe plus de jeunes gens que les bigots qui s'indignent de ses amours. Ce défenseur des dissidents soviétiques (à une époque où cela ne se faisait vraiment pas) a rappelé la nécessité de l'alliance russe et déclaré que le Parti communiste soutenait parfois de justes causes dans un article de 1978, alors la mode parisienne était d'abjurer *urbi et orbi* sa croyance totalitaire. Ce mitterrandiste de 1965 s'est tenu éloigné des honneurs et des prébendes pendant les quatorze années de la présidence d'un homme qui avait pour lui haute estime et amitié.

Si, du moins, Gabriel Matzneff faisait profession d'anti-conformisme, on pourrait lui faire jouer le rôle adéquat dans le répertoire classique du révolutionnaire de salon ou du réactionnaire de comptoir. Tel n'est pas le cas. Parce qu'il se contente d'être ce qu'il est, ce mousquetaire a le beau privilège d'avoir été insulté par *Minute*, *L'Humanité*, et *Le Nouvel Observateur*, chassé du *Monde*, fustigé chez Pivot - toujours pour de mauvaises et de basses querelles.

Balayons tout cela. Conviés au dîner des mousquetaires (1), les amis de Gabriel retrouveront l'odeur de justes combats et les nouveaux venus vont découvrir une fine lame politique, maniée avec style et courage. Le courage ? Ce que cette fin d'époque ne supporte pas.

Jacques BLANGY

(1) Gabriel Matzneff - « *Le Dîner des mousquetaires* », La Table Ronde, 1995, prix franco : 162 F.

23 et 24 mars

NOUVELLE ACTION ROYALISTE
15^e
Congrès de la N.A.R.
77 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le Congrès de la NAR a pour rôle de définir la ligne politique pour les mois à venir ainsi que de fixer la position du mouvement sur des thèmes particuliers.

Deux thèmes retenus, cette année, pour le travail des commissions :

✓ " Comment s'opposer à la progression du Front National ? ",

✓ " Défense et promotion du service public ".

Seuls les adhérents de la N.A.R. peuvent participer aux travaux du Congrès, mais il est encore temps pour adhérer

Par votre adhésion manifestez-nous votre soutien et participez à la vie du mouvement.

Demandez-nous la brochure "A la découverte de la N.A.R." qui contient tous les renseignements pratiques sur l'adhésion.

MAISON DE FRANCE

Vient de paraître le numéro 39 d'*Alliance royale* le bulletin de l'association des Amis de la Maison de France. Ce numéro, particulièrement intéressant, contient entre autres un entretien exclusif avec le prince Jean, duc de Vendôme. On peut se procurer ce bulletin (25 F franco) en nous écrivant, ou mieux, en adhérant à l'association des Amis de la Maison de France (cotisation annuelle 150 F). A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

AUTOCOLLANTS

Si *Royaliste* veut développer son audience, il faut encore que son existence soit connue des futurs lecteurs. C'est le but des petits autocollants publicitaires que nous avons édités. Très visibles (imprimés en noir sur fond jaune), faciles à coller, peu coûteux, efficaces, ils indiquent notre adresse et notre téléphone en proposant l'envoi d'un spécimen gratuit.

Ils sont vendus par planche de 24 exemplaires. La planche de 24 ex. : 7 F franco, les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco, les dix planches (240 ex.) : 30 F franco.

ADHÉRER

Adhérer à la N.A.R. est non seulement une marque d'accord avec nos principales prises de position mais aussi le moyen de participer aux décisions qui engagent notre mouvement. Pour participer à notre prochain Congrès (23 et 24 mars) il faut être adhérent. Demandez-nous les renseignements pratiques pour adhérer.



Fanion de table aux armes de France

En rayonne de format 9 x 13 cm, monté sur tige métallique, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm.

Hauteur totale 25 cm.

Prix franco : 50 F

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 20 mars - On ne présente pas Laurent FABIUS ! L'actuel président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a récemment publié un ouvrage (« Les blessures de la vérité ») dont il viendra nous entretenir. L'occasion nous est ainsi donnée de débattre, avec

BROCHURE

Il y a quatre ans nous avions publié une plaquette « *La N.A.R. en textes* », contenant toutes les motions votées par nos Congrès depuis 1981. Elle vient d'être complétée d'un additif avec les textes des Congrès de 1992 à 1995 (thèmes : Europe et souveraineté nationale, participation des citoyens à la vie civique, politiques de l'emploi, réforme de la Justice, aménagement du territoire, défense nationale, emploi/activité/rémunération, État laïque et religions).

Tarif franco : La plaquette+l'additif = 20 F - L'additif seul : 10 F.

Achetez TOUS vos livres à notre service librairie

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

un des principaux dirigeants politiques français, de la crise qui affecte gravement notre société, et des projets politiques auxquels le Parti socialiste est en train de réfléchir.

● Mercredi 27 mars - Sujet non encore fixé.

● Mercredi 3 avril - On sait que Malesherbes, défenseur de Louis XVI, mourut guillotiné. On se souvient moins de l'encyclopédiste, qui, à la veille de la Révolution, restaura les protestants dans leurs droits civils et prépara l'émancipation des juifs. Auteur d'une biographie de Malesherbes, Christian BAZIN nous présentera ce royaliste fervent, qui fut une des plus belles figures du siècle des Lumières.

TEXTES

Vient de paraître « *A la découverte de la nouvelle action royaliste* », petite brochure de 16 pages qui contient une présentation de la N.A.R. ainsi que tous les renseignements concernant l'adhésion au mouvement. Cette brochure est spécialement destinée à être envoyée aux personnes qui nous demandent une documentation, mais il serait souhaitable que tous les amis de la N.A.R. en détiennent quelques exemplaires pour pouvoir donner aux personnes avec lesquelles ils parlent du mouvement.

Tarif franco : 1 ex. = 6 F - 5 ex. = 23 F - 10 ex. = 39 F.

✉ Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos amis à adhérer à la N.A.R.

Bientôt l'explosion

Dans la colère et dans l'angoisse, nous vivons les derniers moments de l'attente - juste avant l'explosion. Cela n'a rien à voir avec le catastrophisme fin-de-siècle, ni avec les prophéties optimistes sur la crise finale du capitalisme. Il s'agit d'un constat, qui procède du fatras des nouvelles quotidiennes et de l'expérience vécue : en France, comme dans beaucoup de pays européens, comme aux États-Unis, les populations qui subissent le travail flexible, le chômage, les emplois précaires et les diverses formes de la misère, n'en peuvent plus.

Elles n'en peuvent plus de supporter des sacrifices et des contraintes qui n'ont pas de sens. Moins de croissance ? Chômage. Plus de croissance ? Emplois à bas prix. Le travail humain n'est plus qu'un flux dont le patronat régule le débit, laissant aux gouvernements le soin d'arbitrer entre pauvreté et misère.

En France, cette situation intolérable provoquera l'explosion finale. De nombreux signes montrent qu'elle est proche.

- D'abord, la frénésie qui s'est emparée des milieux capitalistes. Dans notre économie-casino, les gros joueurs sont en train de ramasser leurs mises. Ainsi les spéculateurs, surtout aux États-Unis : ils parient, souvent à crédit, sur n'importe quel « produit » financier, dans l'aveuglement complet, dans une totale irréalité, avec la peur panique que leurs gains ne se volatilisent. Ainsi le patronat euro-américain, qui exige le maximum de flexibilité du travail pour obtenir la rentabilité maximale d'un capital qui sert plus à

spéculer qu'à investir. Ainsi les banquiers, par exemple en France, qui ont mis en place un système d'exploitation éhontée de leur clientèle (depuis 1986, l'augmentation des tarifs varie entre 50 et plus de 300 % selon les banques). Mais qu'importe, puisque les grands patrons gagnent plusieurs millions de francs par an, de même que les principaux présentateurs de la télévision : ceux-là même qui prêchent la morale et dégoulinent de compassion devant les malheurs du monde.



- Dans ce climat de folie, tous les groupes dominants vont jusqu'au bout de leur propre logique. Alain Juppé tend vers la pure technocratie et l'extrême impopularité, alors que son gouvernement n'en finit pas de sombrer dans l'inexistence. Les ponctions financières opérées sur les classes moyennes et pauvres atteignent des niveaux inouïs, puisqu'il faut ajouter à la pression fiscale directe et indirecte les mille et une formes de l'inflation cachée. Mais celle-ci coïncide dans certains secteurs avec des baisses de prix tellement meurtrières que le gouvernement est obligé d'intervenir sans cesse pour éviter de nou-

veaux naufrages, qu'il s'agisse de l'industrie textile ou du commerce. La majorité parlementaire, paniquée par son inévitable défaite en 1998, obsédée par le danger national-populiste qu'elle nourrit de sa peur, va elle aussi au bout de sa logique en réclamant de nouvelles mesures xénophobes. Elle ira plus loin encore en organisant ce qui s'est esquissé l'été dernier : le nettoyage policier, dans le centre des villes, de toutes les formes de misère visible. Ceci pendant que les milieux les plus branchés de l'intelligentsia cherchent à ériger en normes les pratiques privées et les comportements sociaux de diverses minorités, accroissant ainsi la crise générale d'identité.

- La vitesse d'évolution est telle que le système néo-libéral atteint ou a déjà dépassé ses principaux points de rupture. Les marchés financiers frôlent le krach, les prix n'ont plus de signification, les subventions versées au patronat pour l'emploi croissent au même rythme que le chômage, la concurrence sauvage engendre la régression et la ruine avant même que tout soit dérèglementé, les banques perdent, par centaines de milliards, le fruit de leurs spéculations et de leurs rapines.

Ces divers facteurs rendent inévitable un conflit majeur entre les groupes sociaux. Aussi faut-il se soucier dès à présent des médiations. Elles sont peu nombreuses : le gouvernement est discrédité, il n'y a pas de recours crédible dans la majorité, et le Parti socialiste, mieux considéré, n'est pas encore en mesure d'affronter une situation de crise ouverte et probablement violente. C'est sans doute ce qui explique que le président de la République soit relativement épargné, comme si beaucoup le croyaient encore capable de saisir l'occasion de la crise pour accomplir la révolution que le pays porte en lui. Espoir fragile, qu'il ne faut pas négliger.

Bertrand RENOUVIN